

# Les réformes universitaires

## ou

### Comment casser des oeufs sans faire d'omelette

« La France a besoin de réformes » est devenu un dogme de la politique française, à gauche comme à droite. C'est le résultat d'une dynamique simple et inexorable. Tout politicien qui n'est pas au pouvoir explique en effet volontiers que les choses vont mal, qu'elles iraient bien mieux si c'était lui aux manettes et que, lorsqu'il le sera, il saura effectuer les changements nécessaires pour que la société se porte mieux. Une fois arrivé au pouvoir, il se sent obligé d'agir et ceci en dépit du fait que tenir leurs promesses n'est pas la plus grande qualité qu'on reconnaît aux politiciens. D'où donc l'interminable flot de réformes qui déferle depuis plusieurs années sur la France, et notamment sur ses universités. Ce mécanisme n'est certainement pas nouveau, même si l'actuel gouvernement le pousse à son paroxysme, sous la baguette d'un Président de la République qui proclame avec insistance s'intéresser à tout et s'occuper de tout.

Assisté par quelques autres décrits ci-dessous, ce mécanisme a inévitablement installé une réformite aiguë dans tous les secteurs de la société française, et dans les universités en particulier. De par sa nature, il fait l'économie d'une analyse approfondie des problèmes, bien réels, qui se posent et des solutions, rarement évidentes, qu'on peut espérer y apporter. Au lieu de cela, on prône sans discrétion « la mise à plat » des systèmes existants, qui est médiatiquement plus visible et donc politiquement plus payante, et la mise en place de nouvelles procédures et de nouvelles règles de fonctionnement de tout genre, dont le seul mérite prouvé est d'être différentes de celles qu'elles remplacent, et sans se soucier de leur efficacité. Le service public, cible préférée de ces expériences, fait les frais de cette furie réformiste. Les exemples abondent, mais une des dernières réformes de ce type qui frappe les universités, à savoir la « mastérisation » en est un cas d'école.

### **Mastérisation**

Il s'agit du projet qui propose d'exiger des professeurs de la maternelle, des écoles, des collèges et des lycées d'obtenir un diplôme universitaire à « Bac+5 », un master dans la nouvelle terminologie (LMD 2002-2004), avant de passer les concours de recrutement de l'Éducation Nationale. Voilà une petite réforme qui a tout d'une grande. D'abord, côté communication, le noble

but affiché est d'améliorer la formation des enseignants et de revaloriser leur métier, notamment via une augmentation des salaires. Ce qui est censé avoir comme effet d'attirer vers les concours de meilleurs candidats en plus grand nombre et donc de doubler contribuer à une amélioration de la qualité des professeurs. Qui pourrait s'y opposer ?

Le seul problème est que ni l'un, ni l'autre de ces buts ne seront atteints par la réforme proposée, bien au contraire : à la fois la qualité de la formation et l'attractivité du métier d'enseignant en seront négativement affectées.

Permettez-moi d'illustrer mon point de vue à l'aide d'un exemple que je connais bien. Ces dernières années, à peu près trois mille candidats se présentent annuellement au CAPES de mathématiques, pour neuf cents admis. Les candidats obtiennent d'abord une licence (trois ans d'étude), puis suivent (pour l'immense majorité d'entre eux) une année de préparation au concours, pendant laquelle ils effectuent quelques stages courts. Ceux qui sont admis au concours (à « Bac+4 » donc) sont embauchés comme fonctionnaire stagiaire, et suivent une année de formation en alternance, pendant laquelle ils sont payés, effectuant un stage en responsabilité, encadré par un enseignant. S'ils réussissent le stage (à peu près dix pour cent est encore recalé), ils sont embauchés comme fonctionnaire. Le projet de réforme propose de reculer le concours d'un an, à « Bac+5 » plutôt qu'à « Bac+4 », et de supprimer l'année de pré-embauche comme fonctionnaire stagiaire. En « compensation » quelques stages courts pas ou peu rémunérés seraient proposés à l'ensemble des trois mille candidats pendant les quatrième et cinquième années de leurs études, avant le concours donc.

Ces changements auront les effets négatifs suivants. En ce qui concerne l'attractivité du métier, il convient de souligner qu'un nombre considérable d'étudiants préparant un CAPES ne sont pas intéressés à éterniser leurs études et souhaitent rapidement entrer dans la vie professionnelle, dans le but notamment de démarrer une vie familiale indépendante de leurs parents. Reculer cette échéance d'un an, comme l'envisage le projet, prolongera leurs études en augmentant leur coût, les rendant de ce fait moins attractives pour eux, et aura en fin de compte comme effet de faire baisser le nombre et le niveau des candidats au concours. La réforme n'est pas encore en place, mais ces effets se font déjà sentir. Il suffit pour le constater de parler aux étudiants des formations concernées, qui sont déjà nombreux à explorer des possibilités de réorientation vers d'autres métiers. Et, comme chacun le sait, les réorientations sont bien plus faciles à effectuer pour les étudiants qui réussissent bien leur études, que pour ceux qui ont des difficultés. Ce sont

donc les meilleurs qui partiront en premier.

En ce qui concerne la qualité de la formation, les effets négatifs de la réforme proposée ont été largement documentés ailleurs et je n'y reviendrai pas. On pourra par exemple consulter la page web de la Société Mathématique Française : <http://smf.emath.fr/Enseignement/Masterisation/>. S'ajoute à cela qu'il n'est clairement pas raisonnable de demander aux collègues de proposer des stages courts aux trois mille étudiants se préparant au CAPES de mathématiques, dont un grand nombre n'ont pas les compétences nécessaires pour enseigner correctement et rateront d'ailleurs le concours, plutôt que des stages conséquents aux neuf cents étudiants qui l'ont réussi.

En résumé, améliorer la formation des futurs enseignants et rendre leur métier plus attractif sont des buts nobles, tout le monde en convient. Ils peuvent être atteints avec des améliorations mineures dans les modalités de formation et de recrutement actuels, qui sont certes perfectibles, mais qui ont amplement démontré leur mérite. Ils ne nécessitent nullement la mise à plat du système proposée dans la réforme qui aura de surcroît l'effet contraire. La méthode adoptée par le gouvernement montre ainsi clairement qu'on peut très bien casser des oeufs sans pour autant faire une omelette.

### **Arrogance, incompétence ou mauvaise foi ?**

L'impossibilité de trouver un seul élément positif ou intelligent à cette réforme comme à certaines autres, a naturellement conduit un grand nombre d'universitaires à conclure que les politiques sont de mauvaise foi, ont un agenda caché et que leur seul véritable but est de faire des économies. En effet, en ce qui concerne la mastérisation, la suppression de l'année de fonctionnaire stagiaire signifierait qu'à l'avenir, les enseignants feraient un service complet dès la première année de leur recrutement, ce qui constituerait une économie considérable pour l'état.

Mais cette conclusion ne me convainc pas totalement. Deux autres explications tout à fait rationnelles aux agissements récents de nos politiques subsistent. La première consiste à remarquer une certaine cohérence entre le projet de mastérisation et la redéfinition de ce que doit être un diplôme de licence universitaire, tel que formulée par Mme Péresse dans son « Plan Réussite Licence », largement soutenu, il convient de le souligner, par la Conférence des Présidents des Universités. En caricaturant à peine, selon ce plan, la première année de licence doit être l'occasion pour le jeune étudiant de faire la découverte de soi et la deuxième de faire la découverte de l'autre ;

ayant ainsi réussi à formuler un projet d'avenir qui le place harmonieusement dans le monde qui l'entoure, il pourra finalement, la troisième année, entamer l'étude approfondie de la discipline de son choix. Une entrée en matière douce donc, avec l'accent sur l'orientation, et qui prétend tenir compte de la baisse de niveau des étudiants entrant à l'université. Inutile de dire que, à ce rythme, l'apprentissage de la discipline est fortement ralenti et que donc les études doivent être rallongées. Inutile de dire aussi que je ne souscris nullement à cette vision des choses<sup>1</sup>.

Puis, deuxièmement, la possibilité subsiste que nos dirigeants politiques agissent en toute bonne foi, croyant eux-mêmes au bien-fondé des réformes qu'ils proposent, et que nous sommes simplement victimes de leur arrogance et de leur incompetence. Cette idée m'est venue en observant Madame Péresse dans ses différentes interventions récentes dans les médias, où il lui arrive d'admettre avoir été surpris par la complexité des dossiers. Elle a été nommée avec un cahier de charges précis et lourd : réformer les universités françaises, et vite. Ambitieuse, elle a accepté le défi, et elle a étudié rapidement et avec intensité les différents dossiers. Intelligente, habituée à comprendre rapidement et à assimiler vite, elle a cru maîtriser l'ensemble des problèmes. L'idée que les choses pourraient être plus compliquées que les dossiers ne laissaient transparaître ne lui est pas venue, une telle situation lui est complètement étrangère. Elle a en cela tout simplement manqué de modestie et d'expérience. Et elle ne se souciera pas des dégâts que ses actions irréfléchies auront causé, notamment un deuxième semestre universitaire à ce jour détruit dans un certains nombres de filières par trois mois de grèves et d'actions diverses et qui est d'ores et déjà irrémédiablement perdu, quoi qu'on en dira : on ne rattrape pas le temps perdu. Mais il ne faut pas s'étonner de son comportement, qui est tout à fait normal et attendu. En effet, tout sépare les politiques des chercheurs : tandis que les premiers doivent, pour réussir, à tout moment faire semblant d'avoir une réponse immédiate à tout problème qui se présente, les derniers ont l'habitude de ne trouver qu'après des efforts soutenus les réponses aux problèmes qu'ils étudient et même cela, pas toujours. En politique, il n'y a guère que les véritables hommes d'état qui savent allier rapidité d'action avec justesse d'analyse, et ils sont évidemment très rares.

---

1. Pour quelques pistes de réflexion alternatives à ce plan voir <http://math.univ-lille1.fr/~debievre/plandaction.pdf>.

## La réforme qui se fera

Quoi qu'il en soit, Madame la Ministre peut être rassurée. En ce qui concerne la réforme de la « mastérisation », elle se fera puisqu'en réalité *personne* ne s'y oppose. Pas les syndicats, qui l'ont souhaitée. En effet, ils y voyaient au départ naïvement un moyen de faire reconnaître la formation à « Bac+5 » des enseignants qui, comme on l'a souligné, existe déjà, et de ce fait obtenir une meilleure rémunération pour eux. Il n'en sera rien, et il était naïf d'y croire. Ni les présidents des universités, ni les directeurs de composantes, ni même les sociétés savantes s'y opposent par ailleurs : ils se sont pour la plupart prononcés en faveur de la réforme, limitant leurs critiques aux modalités de sa mise en oeuvre. Je n'ai pas vraiment compris pourquoi. Une explication fort peu honorable est que, confrontés à une baisse des effectifs étudiants, les responsables universitaires ne sont que trop contents de garder une année de plus les quelques étudiants qui veulent bien encore s'inscrire à l'université. Dans les arbitrages budgétaires, que ce soit entre l'université et le ministère ou entre les composantes des universités, chaque étudiant inscrit a son importance, après tout. Ni finalement les étudiants les plus directement concernés eux-mêmes qui sont, il faut les en féliciter, trop occupés à préparer les concours pour qu'ils puissent perdre leur temps à aller arpenter les rues de leurs villes en scandant des slogans. Qu'on ne s'y trompe donc pas : jusqu'ici, les seules oppositions formulées clairement contre cette réforme portent sur les modalités de sa mise en oeuvre, qui sont en effet désastreuses. Et les universitaires qui manifestent aujourd'hui leur mécontentement dans les rues sont mobilisés en premier lieu contre le décret concernant le changement de notre statut. Rares sont ceux qui se seraient déplacés contre la seule réforme de mastérisation. Cette réforme se fera donc, avec un peu de retard et quelques aménagements, et avec les effets néfastes prédits ci-dessus : baisse du niveau du concours, baisse de la qualité de la formation. Mais elle figurera comme un succès dans le curriculum vitae de Madame Pécresse.

## L'université, ce faux ami

En résumé, on constate que la mastérisation est un cas d'école pour qui veut comprendre les effets désastreux de la réforme qui frappe le pays, et de tout ce qu'il faut éviter de faire si on tient à coeur la qualité et l'efficacité du service public. Néanmoins, les véritables problèmes du monde de l'enseignement supérieur et de la recherche en France sont ailleurs. Elles proviennent

notamment du fait que les universités françaises n'ont plus que peu de choses en commun avec les institutions qui, à l'étranger, portent un nom fort ressemblant : « university », « universiteit », « universität », « universidad », « università », ... Comme on le verra, le mot « université », tel qu'utilisé en France, est un faux ami de ces termes presque homophones.

Notons d'abord qu'on ne peut pas faire des universités de qualité si on n'y inscrit pas les meilleurs étudiants d'une classe d'âge. La qualité d'un institut de formation tient en effet au moins autant à la qualité des étudiants qui s'y inscrivent qu'à celle de ses enseignants. Or la France, avec son système parallèle des classes préparatoires complètement séparées des premiers cycles universitaires, est une exception culturelle planétaire. Et ce sujet est le grand absent de l'actuel débat sur ses universités. Prétendre s'inspirer des systèmes d'organisation étrangers, comme le fait le gouvernement, et ne pas vouloir remarquer cette différence évidente et cruciale tient de la myopie, bien évidemment. Aujourd'hui, et de plus en plus, dans de nombreux secteurs, les bacheliers ne s'inscrivent à l'université que par défaut, surtout dans les filières généralistes, c'est à dire les traditionnelles Facultés de Lettres ou de Sciences. Les étudiants les plus aptes à suivre ces formations ne s'inscrivent aujourd'hui pas dans les licences universitaires, mais dans les classes préparatoires scientifiques, commerciales ou littéraires, selon leurs projets et leurs goûts. On constate ainsi par exemple que le pourcentage des néo-bacheliers inscrits dans les premiers cycles universitaires et ayant obtenu une mention au baccalauréat est bien inférieur à la moyenne nationale. La situation qui en résulte est radicalement différente de celle qui prévaut à l'étranger. En effet, l'équivalent du contingent de bacheliers qui, en France, se dirige vers les classes préparatoires et qui y est formé par des enseignants à plein temps, non-impliqués dans la recherche, est à l'étranger accueilli dans les universités, où ils reçoivent leur formation des enseignants-chercheurs du pays. Et, à l'inverse, les étudiants qu'on retrouve dans les premières années des licences générales des universités françaises et dans les IUT sont, à l'étranger, formés dans des écoles supérieures dont les enseignants ne sont pas impliqués dans la recherche. En dehors donc des secteurs du droit et de la médecine, l'organisation de l'enseignement supérieur en France est diamétralement opposée à celle retenue partout ailleurs dans le monde. Il en résulte que la France est le seul pays du globe qui ne confie pas à ses universitaires la tâche de la formation de ses classes dirigeantes et de ses cadres supérieurs et qui a presque complètement dissocié l'élaboration du savoir de sa transmission. Le système français n'est ainsi pas propice à éveiller des vocations pour la

recherche puisque les jeunes bacheliers les plus brillants se retrouvent dans les classes préparatoires, où ils n'ont aucun contact avec le monde de la recherche. De même, il diminue l'attractivité du métier de professeur des universités, puisque celui-ci n'a pas accès aux meilleurs étudiants dans les premiers cycles.

Le manque de prestige dont jouissent les universités françaises aujourd'hui dans la société est directement lié à ces observations : partant du constat qu'elles n'accueillent *dans leurs premiers cycles* que les étudiants qui n'ont pas été acceptés dans les filières sélectives, il n'y a qu'un pas à franchir pour conclure que les enseignants qui y officient sont sûrement eux aussi les moins bons de leurs disciplines. Le fait que, en deuxième et en troisième cycle, les universités aussi proposent des formations d'excellence et qu'elles forment l'ensemble des docteurs en sciences et en lettres du pays, qui ont très souvent débuté leurs études dans les filières les plus prestigieuses, n'est que trop peu connu pour y changer quelque chose.

Il s'agit là d'un état de fait : avant même d'en faire une analyse, il est impératif d'en faire le constat et d'en tenir compte dans toute action concernant l'enseignement supérieur en France ainsi que dans son évaluation. Or, ce n'est pas ce qui est fait par les dirigeants de ce pays. D'abord, il est risible de vouloir comparer les universités françaises à leurs homologues étrangers, puisqu'elles ne remplissent en grande partie pas les mêmes fonctions. C'est comme si on reprochait aux librairies françaises de faire payer à leurs clients les livres qu'ils emportent, tandis que, des « libraries » américaines, on peut sortir les livres gratuitement. Il est aussi profondément injuste de reprocher aux universitaires le niveau d'échec dans les licences, tandis que la bonne réussite des étudiants des classes préparatoires est considérée comme une preuve de l'efficacité de ce système parallèle. Mais si on met les meilleurs étudiants ensemble et qu'on leur consacre deux à quatre fois plus de moyens qu'aux étudiants du premier cycle universitaire, plus faibles dès le départ, comme c'est le cas, la comparaison n'est-elle pas fortement biaisée ?

S'il est donc tout à fait clair que l'organisation de l'enseignement supérieur et de la recherche est en France très différente qu'à l'étranger, est-il pour autant évident que ce système est moins bien et doit être « mise à plat » ? Pas forcément. Après tout, il a fonctionné pendant plusieurs décennies et connu des succès notables, autant au niveau de la formation qu'en recherche. Il semblerait néanmoins qu'aujourd'hui, le point de cassure est atteint et que des ajustements seront nécessaires pour adapter l'organisation de l'enseignement supérieur en France à un environnement changeant. Pourquoi ?

Pour le comprendre, notons que la situation que j'ai décrite n'est pas nouvelle. Elle est connue depuis fort longtemps de tous les universitaires sans exception, et on me l'a expliquée lorsque je suis arrivé à l'Université Paris 7 en 1989. D'abord, comme beaucoup d'étrangers recrutés dans les universités françaises, je ne l'ai pas comprise et pas crue. Puis, je me suis dit que ce n'était pas bien grave. À l'époque, il y avait encore beaucoup d'étudiants dans les universités et je me rendais bien compte que je devais mon poste de maître de conférences à eux : je me faisais d'autant plus un plaisir de m'en occuper, que mon poste me permettait de consacrer le reste de mon temps à la recherche, que j'avais de toute façon accès à de très bons étudiants en deuxième et surtout en troisième cycle et que je me trouvais en France au coeur d'une école de mathématique dynamique et de très grande qualité. Il me semblait donc, à l'époque, que le système français, bien que très différent de ceux que j'avais connus ailleurs, et certes perfectible, fonctionnait de façon tout à fait raisonnable.

Une variante de ce raisonnement a également été adoptée par les responsables universitaires. En effet, tant que dans les années soixante-dix, quatre-vingt et jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix, la présence d'étudiants toujours plus nombreux leur permettait de négocier auprès des ministères de tutelle le maintien, puis la création, des postes d'enseignants-chercheurs et donc l'alimentation nécessaire des laboratoires en chercheurs, assurant ainsi la survie des différentes disciplines, ils n'avaient pas beaucoup de raison de remettre le système en cause, et ils ne l'ont pas fait. Ils n'ont notamment pas insisté pour avoir accès aux meilleurs étudiants en premier cycle, considérant qu'une compétition avec le système des classes préparatoires était vouée à l'échec, pour plusieurs raisons. La plus importante était sans doute l'observation lucide que, comme les classes dirigeantes du pays sortent tous de ce système, il n'était pas rationnel de penser qu'elles permettraient qu'on le mette en question. Les universitaires ont pour les mêmes raisons accepté la professionnalisation croissante des études universitaires, qui leur donnait accès à un plus large public d'étudiants, même si ce n'étaient pas les meilleurs. Mais plus récemment, les universités voient tout de mêmes leurs effectifs se réduire considérablement, surtout les licences généralistes puisque les IUT ont résisté, et la création des licences professionnelles a ralenti le phénomène. Contrairement à l'eau, qui suit le chemin de passage le plus facile, les bacheliers, poussés par leurs parents et leurs professeurs de lycée, s'orientent là où le passage est difficile, c'est à dire vers les filières sélectives non-universitaires, qui se sont énormément développées. Et ce n'est que quand ces réservoirs –



toujours plus grands – débordent, que les étudiants – toujours moins nombreux – se résignent à rejoindre les universités, en dernier recours.

À cette décrue de la population universitaire que l’acceptation d’une professionnalisation croissante n’a donc pas pu arrêter, s’ajoute la frustration certaine des universitaires, qui soit font cours à un public peu adapté aux licences généralistes proposées, soit se résignent à s’adapter à un public d’étudiants relativement faibles en ayant l’impression de perdre leur âme dans des enseignements qu’ils ne jugent pas digne du terme « universitaire. »

S’ajoute à tout cela que l’internationalisation du monde de l’enseignement supérieur et la compétition internationale pour attirer les meilleurs étudiants de partout dans le monde a plus clairement mis en évidence les différences entre les universités françaises et étrangères qu’on avait réussi à largement cacher jusqu’ici.

Il en résulte que, finalement, le point de cassure semble bien atteint aujourd’hui. Les politiques qui, pour les raisons évoquées ci-dessus, n’aiment rien de plus qu’un terrain de jeu pour leurs envies réformatrices se sont donc emparé du problème mais, n’y comprenant rien, leurs interventions sont on ne peu plus néfastes, comme je l’ai documenté ci-dessus avec l’exemple de la mastérisation.

En conclusion, les universités françaises, depuis longtemps très différentes de leurs homonymes étrangers, ont progressivement de moins en moins en commun avec elles, rendant toute comparaison de plus en plus saugrenue. Et ce n’est pas Madame Péresse qui y changera quelque chose. Son souhait, régulièrement exprimé, que les meilleurs élèves de tous les lycées de France puissent trouver une place dans les classes préparatoires en dit long sur l’estime dans laquelle elle tient les universités dont elle prétend pourtant s’occuper et se préoccuper. N’ayant elle-même, comme l’écrasante majorité des responsables politiques, pas été formée dans les universités, elle considérerait d’ailleurs comme irresponsable l’idée de confier aux universitaires la formation des meilleurs parmi les jeunes bacheliers.

### **Changer n’est pas améliorer**

Alors, que faire ? Ce dont l’université française a aujourd’hui surtout besoin est de stabilité. Le gouvernement évoque volontiers les comparaisons avec les universités étrangères pour motiver ses propositions de réformes. J’ai déjà souligné les limites d’une telle comparaison. Ce qu’il ne remarque manifestement pas non plus, est que dans les pays où ils sont efficaces, les

structures de l'enseignement supérieur et de la recherche sont le plus souvent très stables, et pas soumis à des changements incessants imposés par les pouvoirs publics. Ils sont construits dans la durée et dans la tradition, ce qui n'implique nullement un manque de réactivité aux changements ou à la modernisation. L'idée que la tradition s'opposerait à la modernisation et qu'il faut tout changer afin de changer quelque chose est dangereuse et génératrice d'inefficacité. On me dit qu'elle est française et que les Français aiment les révolutions. Selon cette idée, les Français vivraient dans la terrible frustration collective d'avoir raté le grand rendez-vous historique de 1789, ou tout au moins celui de mai 68, qu'ils s'efforceraient par conséquent de reconstituer en petit à la première occasion. J'ose espérer qu'il s'agit là d'un cliché et non d'une analyse pertinente.

Est-il nécessaire de rappeler que tout changement n'est pas amélioration et que ce ne sont pas des réformes globales, mal inspirées, médiatiques et dévastatrices qui permettront de résoudre des problèmes précis mais mal identifiés ? Des exemples de changements tendant à améliorer la compétitivité de la recherche française et à promouvoir l'excellence existent pourtant. La création de l'Institut Universitaire de France (1991) en est un, que je trouve particulièrement marquant. Les membres de l'IUF sont des enseignants-chercheurs nommés pour cinq ans, choisis parmi les plus éminents chercheurs universitaires du pays. Ils disposent de fonds de recherche propres et bénéficient d'un allègement de leur service d'enseignement, leur permettant de se consacrer plus intensément à leur recherche. Ils jouent aujourd'hui un rôle moteur important dans le tissu de la recherche en France. L'installation de l'IUF n'a pas fait de bruit, ni de vagues, n'a pas jeté des milliers de chercheurs dans la rue et n'a pas donné lieu à des semaines de grève. En fait, peu de profanes sont au courant de l'existence de cet Institut. Un autre exemple, plus modeste, est la création de la Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche, instaurée en 1990. Elle est attribuée pour quatre ans aux enseignants-chercheurs plus particulièrement impliqués dans la recherche et la formation des jeunes docteurs. De l'ordre de vingt pourcent des universitaires en bénéficient, avec quelques variations selon les disciplines. Elle avait, à l'époque, rencontré quelques oppositions des syndicats, mais elle est rentrée dans les moeurs et globalement acceptée comme une bonne idée. Avec les réformes actuelles, et notamment la LRU (Pécresse 2007), elle risque de disparaître, pour des raisons trop longues à expliquer ici.

Au vu de ce qui précède, si (je dis bien « si ») l'on considère que la transmission et l'élaboration du savoir doivent être couplées, comme c'est

encore le cas partout ailleurs dans le monde, il est aujourd'hui nécessaire de réfléchir à des moyens pour rapprocher les classes préparatoires et les premiers cycles universitaires, afin de redonner aux universitaires un public adapté et afin d'assurer que les futurs dirigeants et responsables du pays aient une familiarité avec le monde de la recherche. La difficulté consistera bien évidemment de le faire de façon réfléchie et dans le calme, ce qui nécessitera une consultation large de tous les acteurs concernés et la prise de mesures adaptées aux situations locales et qui tiennent compte des différences entre les disciplines, notamment.

### **Une logique de réformes**

La responsabilité pour la manie des réformes qui déferle sur les universités n'incombe pas uniquement aux politiques. En effet, si le mécanisme décrit dans l'introduction est sa cause primaire, la logique des réformes se nourrit aussi de deux autres sources liées à l'organisation hiérarchique de l'administration. En effet, à tous les échelons, les responsables trouvent leur compte dans les réformes, comme on le comprend aisément dans le cas du système éducatif. D'abord, au plus haut niveau, les ministres de l'Éducation Nationale ou, plus récemment, de l'Enseignement Supérieur, ont toujours aimé avoir une réforme à leur nom, comme témoin de leur passage. En plus, dans le cas de Madame Pécresse, pour qui le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur est son premier portefeuille, il s'agit d'un baptême du feu. Si elle réussit à imposer les réformes qu'elle propose – et c'est bien parti pour – elle pourra nourrir l'ambition d'occuper à l'avenir d'autres postes ministériels plus prestigieux et bien plus convoités. Si elle échoue, la traversée du désert pourrait être longue. On comprend son acharnement. Heureusement pour elle, elle peut compter sur de nombreux alliés parmi les responsables administratifs des universités et de leurs composantes. En effet, comme elle tient les cordes de la bourse, elle peut exercer des pressions sur les présidents des universités, les jouant les uns contre les autres, en désignant les bons et les mauvais élèves de la classe. Et ces pressions filtrent aussi vers le bas, à travers les échelons de l'administration universitaire, mettant tout le monde au pas. S'ajoute à cela que ces responsables sont eux aussi contents d'ajouter une ligne à leur curriculum vitae affirmant qu'ils ont su gérer avec succès en tant que président de leur université la délicate mise en place de la réforme LRU (2007) ou qu'ils étaient vice-président aux formations pendant la mise en place de la réforme Licence-Master-Doctorat (2002-2004) ou encore directeur de telle ou telle Unité de Formation et de Recherche au moment de

la réforme Bayrou (1998). Cela donne un peu d'éclat à leur mandat, ce qui, le moment des demandes de promotion (notamment locales) venu, aidera à les distinguer de leurs collègues. On comprend donc facilement pourquoi on trouve peu de responsables qui s'opposent aux réformes : la lente et molle réaction de la Conférence des Présidents des Universités au mouvement de protestation actuel contre les derniers projets de réforme des universités et de la recherche est un exemple de ce phénomène.

Finalement, la troisième source nourrissant les réformes successives est le contingent de frustrés que laisse derrière elle chacune de ces réformes : convaincus qu'il faut changer les choses et malheureux de ne pas avoir obtenu les changements qu'ils souhaitaient, et qu'ils pensent indispensables, ils attendent patiemment la réforme suivante pour retenter leur chance. Ils n'ont pas à attendre longtemps, généralement, et ils constituent à tout instant un énorme réservoir dans lequel peuvent puiser nos dirigeants afin d'amorcer sans peine la pompe de la prochaine réforme. Je me suis rendu compte il y a quelques années de la formidable force qu'ils constituent au sein du monde universitaire. C'était lorsque, au moment de la toute première réunion concernant le LMD à laquelle j'assistais, j'ai proposé de partir de l'existant, et de ne faire qu'un minimum de changements, là où nous avons identifié des problèmes nécessitant des aménagements. Je suis resté bouche bée devant la violence de la réaction des réformateurs acharnés, qui, au contraire, souhaitaient « tout changer de fond en comble. » Lorsque je les rencontre aujourd'hui, certains me disent que « le LMD n'est pas allé assez loin, on a fait du neuf avec de l'ancien et il faudrait tout mettre à plat. »

### **Comment rester sans oeufs ni omelette**

En fin de compte, on ne trouve dans le milieu universitaire presque personne à s'opposer à l'idée qu'il faut des réformes de fond : au mieux, on est contre « cette réforme », tout en défendant « une autre réforme ». Au delà des raisons déjà évoquées, cette attitude est motivée aussi par la peur d'être taxé d'immobilisme, et de défenseur du status quo. La plupart des acteurs de l'université prônent donc en permanence « une refonte totale du système » ou encore « une mise à plat complète ». Ils ne semblent pas se rendre compte que par ce discours, ils contribuent à la dévalorisation de l'université qu'ils souhaitent défendre : en effet, qui peut avoir confiance en un système qui a en permanence besoin d'être repensé et remanié ? N'est-ce pas là un signe de sa défaillance ? En effet, si il y a un grain de vérité dans l'adage qui veut

qu'on ne doit pas réparer ce qui n'est pas cassé, le raisonnement de mes collègues ne laisse plus d'autre choix que de conclure que l'université est bien mal en point, puisque ce qu'on est obligé de réparer perpétuellement, doit forcément être cassé. Pire, si l'on prétend qu'il faut mettre tout à plat et recommencer à zéro, c'est qu'on pense que rien ne va plus. Ce discours est d'autant plus néfaste qu'il provient des universitaires eux-mêmes. N'est-ce pas eux qui devraient être les premiers à défendre l'institution dont ils ont la charge et d'en vanter les succès ? Or, en insistant sur le besoin d'une réforme en profondeur, ils ne peuvent avoir qu'un effet : celui de renforcer la mauvaise image dont semble jouir l'université dans la société française et qu'ils devraient être les premiers à combattre plutôt que de la renforcer. D'ailleurs, s'il était vrai que l'université est à ce point dysfonctionnelle qu'elle a besoin d'être soumise à une tabula rasa en boucle, comment ne pas conclure que les universitaires eux-mêmes sont incompetents ? En d'autres termes, les universitaires nuisent à leur propre image en tenant ce discours. Il y a là une tendance à l'auto-flagellation dont je suis loin de comprendre les origines.

Il m'est arrivé à plusieurs reprises, lorsque je souligne les effets pervers et les dangers des réformes en profondeur de me faire expliquer par mes collègues qu'on ne peut pas se permettre le luxe d'analyser avant d'agir, que les inerties sont trop grandes, que trop de gens ont intérêt à maintenir le status quo (lui encore !) pour protéger leurs intérêts, qu'il ne sert donc à rien de faire des « réformettes » ou des ajustements à la marge, qu'il vaut mieux redistribuer les cartes une fois pour toutes et donner un grand coup de pied dans la fourmilière, que « ça ne peut plus durer comme ça » et finalement, oui, qu'il y aura des dégâts collatéraux, puisqu'on ne peut faire d'omelette sans casser des oeufs. Le seul problème avec ce raisonnement est qu'on peut très bien casser des oeufs, sans pour autant faire d'omelette, comme je l'ai démontré ci-dessus.

### **Qu'est-ce une grève ?**

L'obstination de ce gouvernement et son manque de volonté d'écouter même les plus brillants scientifiques du pays, qui se sont clairement exprimés contre les réformes proposées, a fini par convaincre de très nombreux universitaires que la raison seule ne saurait vaincre et que l'unique façon dont ils disposent pour se faire entendre est de manifester dans les rues pour exprimer leur mécontentement, et de faire grève afin d'exercer des pressions. Il est vrai que ces méthodes d'action ont fonctionné pour d'autres. Il a suffi par exemple

en décembre dernier que quelques lycéens éternuent simultanément dans la rue pour que Mr. Darcos retire (provisoirement) son projet de réforme du lycée. Mais les grèves et les manifestations ne sont efficaces que s'ils menacent soit l'économie du pays sur le court terme, soit l'ordre public ou tout au moins s'ils permettent une communication efficace dans les médias sur les problèmes posés. Or ce n'est pas le cas pour une grève d'enseignants-chercheurs, pour plusieurs raisons.

Si, par exemple, l'ensemble des enseignants-chercheurs se mettait véritablement et massivement en grève et refusait de faire cours et de faire passer des examens, de participer à l'administration de leurs universités et à la recherche, que se passerait-il ? Exerceraient-ils une pression sur le gouvernement ? Bien sûr que non, puisque les étudiants et leurs parents se retourneraient contre eux et ce seraient les enseignants-chercheurs qui subiraient les pressions de l'opinion publique, au moins dans la situation actuelle. Même les avocats les plus convaincus des grèves en sont conscients et savent qu'ils doivent éviter de remonter les étudiants contre leur mouvement. Mieux, ils espèrent les mobiliser, ce qui serait en fait la seule façon de rendre les grèves universitaires efficaces en créant une réelle pression. En effet, le spectre de mai 68 continue à hanter les cauchemars des politiciens. Mais la mastérisation ne concerne en fin de compte qu'une partie relativement petite des étudiants, et le changement du statut des enseignants-chercheurs ne les concerne pas suffisamment directement pour qu'il soit facile de les mobiliser massivement sur ce sujet. S'ajoute à cela le fait que l'écrasante majorité des enseignants-chercheurs sont des professionnels consciencieux et très attachés au service public ; ils sont donc très mal à l'aise à l'idée de faire grève. Ils se résignent donc à faire grève partiellement et continuent à assurer la plus grande partie de leurs cours, souhaitant ainsi limiter les difficultés causées aux étudiants par les rattrapages et les changements de calendrier. Ne voulant pas prendre les étudiants en otage, ils renoncent donc à faire pression, et espèrent seulement utiliser la grève comme moyen de communication avec l'opinion publique.

En fin de compte, la grève des universitaires ne peut donc pas être un moyen de pression et peut servir tout au plus comme moyen de communication. Malheureusement, sur ce point, elle souffre d'un défaut de crédibilité considérable parce qu'elle est présentée comme une grève sans en être une. En effet, faire grève tout en travaillant et par conséquent se faire payer, n'est pas de nature à engendrer la compréhension, le respect ou l'adhésion de l'opinion publique. Comme mode de communication, on a certainement vu mieux. D'ailleurs, s'il était vrai que nous pourrions en effet suspendre

les cours, même partiellement, pendant trois mois sans que cela cause des dégâts dans la formation des étudiants, que cela dirait-il sur la qualité de nos formations en temps normal ? Et puis, ce n'est certainement pas une preuve de détermination que de faire grève pendant deux mois, si de toute façon on se fait payer.

Nous avons donc assisté ces derniers mois dans les universités à des grèves mi-figue mi-raisin inefficaces de tout point de vue, même contre-productifs et nuisibles à l'image des universités, et qui de surcroît portent mal leur nom. Ne fût-ce que pour l'efficacité de la communication, il aurait au moins fallu trouver un autre terme pour décrire ce type d'action, et on peut s'étonner qu'après toutes ces années, les protagonistes des grèves universitaires ne l'aient pas fait. Mais de toute façon, la communication des universitaires a été globalement désastreuse et n'a pas permis de faire comprendre les enjeux au grand public. En fin de compte, les actions menées ont accentué encore un peu plus la crise de confiance entre les universités et la société française et lui ont porté un coup de couteau dans le ventre, qui s'ajoute aux coups dans le dos que représentent les réformes de Mme Péresse. À titre d'exemple, il y aurait à ce jour une baisse de vingt-cinq pourcent dans les préinscriptions dans l'Université Lille 1. Et même si ce chiffre est à relativiser parce qu'on connaît des baisses chaque année, partiellement expliquées par des changements démographiques, il s'agit tout de même d'une hausse de la baisse. . .

Certes, on pourrait reprocher aux universitaires de ne pas s'être mieux expliqués sur les problèmes et leurs solutions. Mais pourquoi devraient-ils se munir d'un service de presse performant, afin de porter de façon efficace leurs points de vue dans la société ? Est-il raisonnable que nous en sommes arrivés à considérer les pouvoirs publics comme l'ennemi public numéro un, dont il faut se méfier et contre qui il faut en permanence se défendre ? Certainement pas.

Mes collègues m'expliquent que la politique est en France basée sur le bras de fer et le rapport de forces et que la grève est le seul moyen de lutte dont disposent les universitaires. Mais si on pousse la logique de la confrontation à l'extrême, pourquoi ne pas essayer de convaincre les directeurs de laboratoires et de composantes d'investir dans un jeu de battes de baseball. Les universitaires en garderaient chacun une sous leur bureau, tels les citoyens suisses leur fusil. Et, lorsque les pouvoirs publics se montreraient menaçant, ils n'auraient qu'à aller casser quelques vitrines dans leurs centre-villes. Ils le feraient une fois, deux fois, trois fois, et les gouvernements y réfléchiraient plusieurs fois, avant de lancer de nouvelles réformes dans le milieu universi-

taire. Ce serait certes inadmissible, mais aurait le mérite d'être efficace, ce que les grèves ne sont pas.

Il me semble au contraire qu'il faut se rappeler que la fin ne justifie pas les moyens, qu'il ne faut pas se laisser entraîner sur le terrain de la confrontation, et que nous ne pouvons pas oublier qu'en tant qu'universitaires, nous devons être le dernier rempart de la raison dans un monde de déraison et nous appliquer à persuader avec la seule force de la parole, sinon périr. En effet, si nous renonçons à cette idée, nous aurons de toute façon perdu notre âme, et l'université ne méritera plus que nous nous battons pour elle.

### **La fin**

Je suis un universitaire, et heureux de l'être. J'adore enseigner. Je m'occupe avec plaisir et enthousiasme des étudiants qu'on me confie, même si je serais heureux d'en accueillir de meilleurs de temps en temps, notamment en premier cycle. J'aime aussi la liberté intellectuelle offerte par mon métier de chercheur que je fais depuis presque trente ans avec passion. J'en veux aujourd'hui aux dirigeants de ce pays dont les actions néfastes détériorent mon outil de travail, au point où il y a raison de craindre qu'ils finiront par le détruire complètement. À force de lui planter des couteaux dans le dos et dans le ventre, on assommera l'université française, et il n'est pas sûr qu'elle s'en remettra. Madame Pécresse aime prétendre que ce gouvernement est le premier en deux décennies à s'occuper des universités. C'est complètement faux. Les réformes se suivent et se ressemblent, pour les raisons que j'ai évoquées ci-dessus<sup>2</sup>.

Dans une intervention au parlement il y a quelques semaines, Madame Pécresse s'est laissée aller à une déclaration publique, théâtrale et pour tout dire, risible, de son amour pour les universités. Elle a ensuite expliqué que chacun sait que, pour qu'il y ait amour, il faut des preuves d'amour, puis présenté ses réformes comme autant de tels preuves. Mais, comme le sait en effet chacun, et donc sûrement Madame la Ministre, pour qu'il y ait amour, il faut qu'il soit réciproque, sinon ce que l'un présente comme une preuve d'amour, l'autre ressent comme de l'harcèlement. Ce qu'il faudrait obtenir aujourd'hui pour l'université française est une ordonnance restrictive contre les pouvoirs publics, leur interdisant toute tentative de nouvelle réforme. Ce

---

2. L'histoire des réformes universitaires est bien décrite dans « Les révolutions de l'université » (1995), de A. Renaut. Voir aussi « Quel avenir pour nos universités ? Essai de politique universitaire » du même auteur.



n'est que dans ces conditions qu'une certaine paix pourra être retrouvée et une réflexion sérieuse entamée puis menée à bien. Une fois les problèmes identifiés et les remèdes trouvés, les ajustements nécessaires pourront être mises en oeuvre, sans bruit, ni réforme, ni mise à plat.

Il n'y a aucun espoir que cela se fasse.

S. De Bièvre, Mai 2009

Prof. de Mathématiques

Université des Sciences et Technologies de Lille

Membre du jury de CAPES de Mathématiques